

Inauguration de la Cité administrative de Toulouse du 7 mai 2026

Le premier ministre bat en retraite et le DRFiP fait bien d'y partir !

Toulouse, le 12 mai 2026

Cette cérémonie annoncée en catimini la veille au soir et dont les représentant·es des personnels de la DRFiP n'ont été informé·es que tard dans la soirée et par un appel de notre directeur le lendemain, n'aura finalement pas eu lieu.

Au cours de la journée, la préfecture, par le biais de son service de renseignement territorial, s'est efforcée de mettre la pression sur les représentant·es des personnels signataires du tract d'appel à un rassemblement des personnels à l'occasion de l'inauguration de la Cité, au cours de laquelle l'État voulait débaptiser la nouvelle cité Lemaresquier pour lui donner le nom d'un des premiers ministres les plus réactionnaires de la cinquième République : Michel Debré (vous trouverez le communiqué de presse intersyndical sur notre site)

À de multiples reprises, il a été proposé aux différent·es représentant·es des personnels une rencontre avec un conseiller du premier ministre à la condition qu'aucune action ne soit organisée. La cohésion intersyndicale a tenu bon. Cela devait être « fromage et dessert » : un rassemblement et une rencontre avec M. Lecornu lui-même.

Ce qui aura profondément agacé les personnels et leurs représentant·es, c'est la volonté du chef du gouvernement de bannir toute trace de revendication qui aurait pu entacher l'image lisse et heureuse d'une cérémonie consacrant un de ses prédécesseurs, dont la ligne politique ne le dérange en rien, pas plus que le directeur local des Finances publiques (au vu de l'énergie qu'ils ont mis l'un et l'autre pour réussir à invisibiliser les fonctionnaires qui travaillent à la cité administrative). Pendant cette journée, nous avons été assimilés à des révolutionnaires en puissance. Il nous a été rappelé qu'il y aurait une « **très forte présence policière** », que « **les affiches et banderoles seraient mal vues** ». Au cours de notre dernière conversation avec les renseignements territoriaux, nous avons prévenu que toute tentative d'arrachage des banderoles et pancartes serait très « mal vue » et provoquerait une forte colère de notre part. Trois quarts d'heure plus tard, la préfecture annonçait un retour précipité du premier ministre à Paris pour présider une réunion au sujet de la Nouvelle-Calédonie. Nous avons scruté l'actualité sur cette question dans les médias. Il semblerait qu'une visio ait eu lieu dans la soirée, mais la ficelle était un peu grosse !

L'État a fait construire une cité administrative jolie de l'extérieur mais dont **le public qui utilise les treize administrations qui y exercent leurs missions ne se doute pas des mauvaises conditions de travail qui y règnent, ni de l'absence de démocratie qui préside aux discussions avec les élu·es des personnels.**

Les organisations syndicales qui ont proposé l'action revendicative et pacifiste de ce 7 mai ne laisseront pas le gouvernement et le préfet imposer aux personnels le nom de Michel Debré pour la cité. Pas plus qu'ils ne les laisseront continuer de traiter les personnels en fonction comme des parias, à la cité administrative de Toulouse comme ailleurs.

Nous continuerons donc inlassablement à revendiquer des conditions de travail dignes et qui respectent le droit du travail (même si les gouvernements Hollande et Macron l'ont largement affaibli) et les préconisations des acteurs de prévention des différentes administrations.

DERNIERE MINUTE

Nous avons appris ce lundi soir que le Préfet a reprogrammé l'inauguration de la Cité ce mercredi 13 mai, au pas de charge, afin d'imposer en force le nom de Michel Debré. Vous trouverez sur notre site le tract-pétition de l'intersyndicale qui a été distribué ce matin et appelle à un nouveau rassemblement à 14h30 dans la cour de la Cité :

https://31.cgtfinespubliques.fr/IMG/pdf/tract_intersyndical_inauguration_cite_prefet.pdf

Concernant le futur nom attribué à la cité administrative, l'intersyndicale prendra une initiative symbolique sur le site dans les semaines qui viennent.

En parallèle, **la CGT écrira également au premier ministre mi-mai avec les Unions départementales syndicales qui souhaiteront s'associer à la demande d'expérimentation d'une formation spécialisée inter-administrative sur le site Lemaresquier.**